

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour



Séance du 23 novembre 2016

Aujourd'hui, le vingt-trois novembre deux mille seize à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Louis Barthou au Parlement de Navarre à Pau sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE,
Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / Acquisition Projet de Louet 2 : Autorisation de signature

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a été informée de la mise en vente de parcelles non soumises au droit de préemption et qui peuvent être acquises à l'amiable :

- Parcelle A504 sur la commune de Maure
- Parcelle D334 sur la commune de Momy

D'une superficie totale de 76a 20ca et d'un montant total de 9 144 € (hors frais SAFER et de stockage) : 12 000 €/ha. Ces parcelles sont classées en terre agricole.

Le coût total avec frais SAFER et frais d'actes s'élève à 12 570 €.

Ces parcelles avaient déjà été proposées à la vente en 2015 et l'Institution Adour s'était positionnée pour les acquérir. Toutefois, ces biens avaient été attribués à de jeunes agriculteurs dont le projet n'a finalement pas abouti.

Aujourd'hui, à nouveau à la vente, un acquéreur potentiel s'est fait connaître pour ces parcelles.

L'acquisition des parcelles se justifie dans le cadre de la compensation foncière du projet de réservoir du Louet 2.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à signer les actes d'acquisition correspondants et à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 23 novembre 2016 à Pau

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

